



L'ARGENTINE : UN PAYS CONFRONTÉ AUX DÉFIS ÉCONOMIQUES

Compte rendu du déplacement du groupe interparlementaire d'amitié effectué à Buenos Aires, Mendoza et La Plata

23 au 30 juin 2022

Une délégation du groupe interparlementaire d'amitié France - Pays du Cône Sud, conduite par son président M. Victorin LUREL (Guadeloupe), composée de M. Michel CANÉVET (Finistère), Mme Sabine DREXLER (Haut-Rhin) et Mme Nadège HAVET (Finistère), s'est rendue à Buenos Aires, Mendoza et La Plata du 23 au 30 juin 2022.

Cette mission répondait au double objectif de faire état de la **situation économique**, dans un pays où les déséquilibres budgétaires et les **conséquences de la pandémie de Covid-19** continuent de peser sur la population, et d'aborder l'étendue des **coopérations franco-argentine** pour renforcer les liens déjà noués avec les autorités publiques.



La délégation sénatoriale accueillie par Mme Claudia SCHERER-EFFOSSE, Ambassadrice de France, et les services de l'ambassade

Les premiers échanges à Buenos Aires avec Mme Claudia SCHERER-EFFOSSE, Ambassadrice de France, et les services de l'ambassade, ont ainsi été l'occasion pour la délégation d'aborder les défis, en particulier économiques mais aussi sécuritaires, auxquels le pays fait face, dans un contexte de radicalisation des positions politiques, à l'approche de la prochaine élection présidentielle, qui se tiendra le 29 octobre 2023.

Les membres de la délégation se sont ainsi entretenus avec la première conseillère, l'attaché de défense, l'attaché de sécurité intérieure ou encore le conseiller en charge des affaires sociales. En présence de M. Patrick RENARD, Consul général de France en Argentine, ils ont rencontré des agents du consulat général. Quelques jours après les **élections législatives dans la deuxième circonscription des Français de l'étranger**, plusieurs retours d'expérience ont pu être opérés par les agents rencontrés (caractère marginal du vote par correspondance au regard des moyens déployés, anomalies dans la transmission des codes de sécurité lors du premier tour pour les votants ayant eu recours au vote électronique, faiblesse du taux de participation, etc.).

Les sénateurs ont en outre souhaité interroger les agents, dans une optique comparative, sur les **délais d'obtention des titres sécurisés** par les ressortissants français et sur l'**obtention de la nationalité française par des Argentins**.

I.- Un contexte économique toujours aussi tendu

A – Un pays marqué par une instabilité économique chronique

En 1913, son produit intérieur brut (PIB) par habitant plaçait l'Argentine au douzième rang mondial, juste devant la France. La situation n'a, depuis, cessé de se dégrader au point qu'en 1991, le Gouvernement a décidé, pour limiter l'inflation, une indexation du peso argentin sur le dollar américain qui s'est révélée intenable du fait de la très forte appréciation du dollar américain en 1998.

En 2001, le président Eduardo DUHALDE a dû déclarer l'insolvabilité du pays. Dès lors, les crises économiques se sont succédé, au point de devenir endémiques, frappant durement les Argentins. Ces derniers ont toutefois développé des facultés d'adaptation étonnantes pour améliorer leur situation. La quasi-totalité d'entre eux prend ainsi connaissance quotidiennement du taux de change entre le dollar américain et le peso argentin, en se référant non pas au taux de change officiel, mais à celui d'un second marché qui s'est instauré, le « *blue peso* ». Les habitants se livrent ainsi à une curieuse activité de conversion et de gain de changes, principalement *via Western Union*, pour bénéficier d'un taux plus avantageux et subir le moins possible la dévaluation incessante du peso générée par l'inflation permanente.

Au moment d'achever le déplacement, le **taux d'inflation était estimé à 82 % pour l'année 2022**, contre 51 % en 2021, bien au-dessus de la moyenne annuelle, supérieure à 20 % sur les vingt dernières années. Ainsi, entre le début et la fin de la mission, tous les prix ont approximativement augmenté de 1,5 point. Cette situation incite fortement au recours à la monnaie fiduciaire et ne facilite évidemment pas le recouvrement fiscal, alimentant un peu plus le déficit budgétaire déjà important causé par des politiques publiques « d'achat » de la paix sociale.

L'Argentine est donc prise en étau entre l'impératif de remboursement de sa dette extérieure, toujours importante, en particulier à l'égard du **Fonds monétaire international** (FMI), et la volonté de conduire des politiques atténuant les effets de l'inflation, sans en avoir réellement les moyens.

Tous les spécialistes rencontrés par la délégation (M. Mathieu THENAISIE, directeur du bureau argentin de l'Agence française de développement (AFD), M. Jordi GARCIA MARTINEZ, chargé d'affaires, Mme Viki LOVENBERG, conseillère économique de la délégation de l'Union européenne en Argentine, etc.) ont effet confirmé le **degré élevé de risques inhérent à tout accès au marché argentin**.

En dépit de ses difficultés économiques, l'Argentine joue un rôle prépondérant dans l'économie mondiale grâce à sa production agricole qui repose principalement sur l'élevage, la culture de céréales et la viticulture. Son rôle est d'autant plus crucial que l'invasion de l'Ukraine par la Russie – deux puissances agricoles – pourrait déstabiliser la production et l'alimentation mondiales.



Entretien avec M. GARCIA MARTINEZ et Mme LOVENBERG

Au sein de la province de Mendoza, la délégation s'est rendue successivement sur trois domaines : la *Bodega Caro*, le *Clos de los Siete* et la *Bodega Atamisque*.

La multiplicité des entretiens menés a ainsi permis d'aborder la **question de la production agricole à l'aune du changement climatique** et du contexte international.

Tous les acteurs du secteur rencontrés ont fait part de leur inquiétude, tant en raison du réchauffement climatique et de la **raréfaction de l'eau** que des conséquences du conflit en cours en Ukraine. Sur le premier point, même si des mesures ont été prises (réduction de la consommation de viande bovine, irrigation des vignes en goutte-à-goutte), les besoins en eau demeurent très importants. La province de Mendoza a ainsi fait le choix, peu courant en Argentine, d'une gestion de l'eau, perçue comme un bien public, en régie. La délégation s'est donc rendue sur un bassin artificiel de rétention alimentant une digue à Cipolletti où a été soulignée la diminution, année après année, du volume d'eau provenant de la fonte des glaces dans les Andes.



M. Victorin LUREL observe le système de contrôle d'alimentation en eau de la digue Cipolletti

B – Une forte implantation des grands groupes français

L'instabilité économique explique que peu d'entreprises françaises se sont récemment installées en Argentine, les groupes présents l'étant depuis longtemps. Ceux d'envergure internationale concentrent l'essentiel des investissements français.

Lors de la visite du site de Sanofi dans la province de Buenos Aires, la délégation a rencontré des représentants de la communauté « *French Tech Argentine* » et de la Chambre de commerce franco-argentine. Elle s'est aussi rendue sur l'un des sites d'Alstom, à La Plata, où sont rénovées les rames du métro.



La délégation visitant le site d'Alstom à La Plata

II.- Une présence française active

La mission sénatoriale a pu constater l'étendue des domaines de coopération entre la France et l'Argentine. Elle a choisi de se concentrer sur deux volets : d'une part, les échanges culturels et universitaires, et d'autre part, la coopération décentralisée en matière de sécurité civile.

A – Des échanges culturels et universitaires denses

La délégation s'est entretenue avec les attachés et agents de l'Institut français et du réseau de l'Alliance française. Placé sous l'autorité de l'Ambassadrice, le premier a pour mission principale de promouvoir la culture française, tandis que les 53 alliances françaises en Argentine sont des associations de droit local qui développent la diversité culturelle et proposent des cours de français. Contrairement à ce qui peut parfois être constaté dans certains pays, la collaboration entre l'Institut et les alliances a semblé particulièrement étroite en Argentine, les agents œuvrant en parfaite symbiose, malgré des moyens limités, dans un contexte où les rémunérations peu attractives et l'inflation fragilisent leur action.

Les personnels de deux des alliances avec lesquels la délégation a pu s'entretenir ont exposé le manque de moyens, qui se fait ressentir en particulier dans l'offre de cours de français, outil pourtant décisif de l'action de notre pays à l'international.

La délégation s'est par ailleurs rendue au lycée Jean Mermoz, l'un des deux établissements scolaires français en Argentine avec le collège franco-argentin de Martinez, et a échangé sur les institutions avec des élèves en classe de première. Lors d'un entretien avec l'équipe de direction, son attention a entre autres été attirée sur la difficulté à soutenir financièrement depuis la France un établissement situé dans un pays qui contrôle les entrées de devises sur son territoire tout en connaissant une inflation record.



La délégation autour de Mme Laurence LEYENDECKER, proviseure du lycée Jean Mermoz

Se pose alors la question du rapatriement de l'intégralité de la dotation que la France verse aux établissements scolaires.

B – La coopération décentralisée, moteur des échanges entre la France et l'Argentine

Dans la région de Mendoza, les sénateurs ont été reçus à la caserne des pompiers de Luján de Cuyo qui entretient une coopération étroite avec des pompiers des Alpes-Maritimes par le biais de l'association « **Sapeurs-pompiers actions internationales** » (SPAI).



Accueil de la délégation au sein de la caserne des Pompiers de Luján de Cuyo

Cette association rénove du matériel qu'elle récupère auprès de différents services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) et l'achemine dans les pays d'Amérique du Sud, où se multiplient les feux de forêt, même si d'importantes **barrières douanières** ont parfois nécessité une intervention diplomatique. Elle procède également à des **actions de formation** dans un pays où la quasi-totalité des intervenants est bénévole.



La délégation reçue par M. Darío GANDUGLIA, président du conseil délibérant de La Plata

La délégation s'est également rendue à La Plata, où elle a rencontré M. Darío GANDUGLIA, président du conseil délibérant¹. Cette ville présente la particularité d'avoir été **la première entièrement planifiée d'Amérique du Sud**, avant Brasilia. Ont entre autres été évoquées les compétences des communes en Argentine, l'action culturelle au niveau local, après la visite par la délégation de la maison du docteur Curutchet, construite par Le Corbusier, ainsi que la coopération décentralisée, La Plata étant jumelée avec Boulogne-sur-Mer.

III.- Une échéance présidentielle de 2023 de plus en plus prégnante

Les sénateurs ont enfin conduit un grand nombre d'entretiens politiques, au cours desquels l'élection présidentielle de 2023 est apparue comme un enjeu majeur. Dans un pays où le « **péronisme** », **mouvement très hétérogène** en faveur de la justice sociale, structure encore la vie politique, beaucoup de formations et d'élus continuent à se revendiquer du président Juan Perón, malgré des approches politiques très différentes.



Échanges avec M. Luis NAVARRO, Secrétaire d'État aux relations parlementaires et institutionnelles et avec la société civile

La période est donc propice à l'expression de **divisions, tant à l'intérieur de la coalition péroniste au pouvoir que parmi les principales forces d'opposition**. Au sein de la première, qui se fracture depuis plusieurs mois, les désaccords entre les soutiens, supporters du Président Alberto FERNÁNDEZ, et ceux de la vice-présidente et ancienne Présidente Cristina KIRCHNER sont de plus en plus exacerbés.

Créditée d'un socle « d'indéfectibles » correspondant à 30 % de l'électorat, mais affichant un positionnement clivant, Mme KIRCHNER sait que l'accès à la Casa Rosada, le palais présidentiel, comme présidente ou comme vice-présidente, passe par un ticket avec une personnalité complémentaire et plus proche du centre, à l'image du duo qu'elle avait composé en 2019 avec Alberto FERNANDEZ. Ses rapports de plus en plus conflictuels avec l'actuel Président pourraient la conduire à nouer d'autres alliances politiques, ce qui expliquerait les tensions internes à la majorité, d'ailleurs exprimées par une partie des interlocuteurs rencontrés.

Interrogé sur cette situation, Luis NAVARRO, Secrétaire d'État² aux relations parlementaires et institutionnelles et avec la société civile, qui a reçu la délégation au sein de la Casa Rosada, n'a pas manqué de souligner que les divisions au sein de l'opposition étaient tout aussi manifestes, aucun candidat « naturel » à l'élection présidentielle ne se démarquant au sein de « Proposition républicaine », le parti politique de Mauricio MACRI, ancien Président, et d'Horacio LARRETA, maire de Buenos Aires.

¹ Les fonctions de maire et de Président du conseil délibérant sont distinctes dans les communes argentines.

² Fonction équivalente à celle de Conseiller du Président.

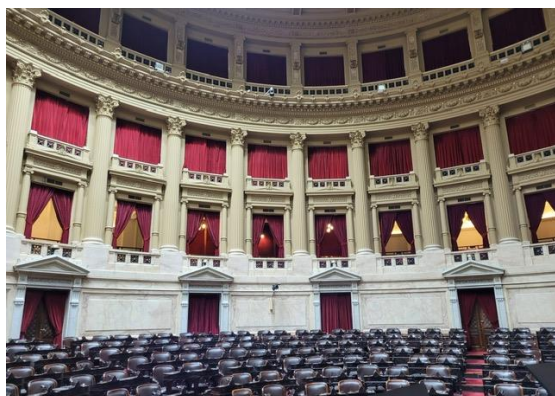
La délégation s'est également rendue au Congrès de la Nation, le parlement bicaméral. Elle a été reçue par douze des dix-neuf membres de la **commission des affaires étrangères du Sénat**, au cours d'un entretien présidé par M. Pablo Raúl YEDLIN, secrétaire de la commission, sénateur de Tucumán et membre du « Front national et populaire ». Parmi les sénateurs argentins présents se trouvait Mariana JURI, sénatrice de la province de Mendoza, avec qui la délégation s'était entretenue quelques jours plus tôt.



Échanges avec les membres de la commission des affaires étrangères du Sénat argentin dans le salon Eva Perón du Congrès de la Nation

Les sénateurs argentins ont particulièrement insisté sur l'intérêt des échanges interparlementaires et sur l'inspiration qu'ils peuvent trouver à l'étranger. Ils ont spontanément cité les propositions de loi, déposées quelques jours plus tôt en France, visant à constitutionnaliser le droit à l'avortement, mais également la lutte contre les violences conjugales, érigée en cause nationale.

La délégation s'est également rendue à la Chambre des députés de la Nation, où elle a pu échanger sur le fonctionnement institutionnel du parlement bicaméral.



L'hémicycle de la Chambre des députés de la Nation

L'Argentine est un **État fédéral composé de vingt-trois provinces et d'une « cité autonome »**, la capitale, Buenos Aires. La délégation s'est rendue au sein du Congrès de deux des provinces. Elle a d'abord été reçue dans celui de Mendoza par M. Andrés LOMBARDI, Président de la chambre des députés, et Mme Cecilia CANNIZZO, sénatrice.



La délégation dans l'hémicycle du Congrès de la province de Mendoza

Les échanges ont, entre autres, porté sur la **répartition des compétences entre l'État fédéral et les provinces**. La compétence de ces dernières est relativement large en Argentine, chacune disposant de sa propre constitution et d'une **importante autonomie législative** garantie par la Constitution fédérale.

Une délégation de sénateurs du Congrès de la province de Buenos Aires³ a ensuite accueilli les sénateurs français. Dans une institution qui compte 46 sénateurs, appartenant à parité à la majorité et à l'opposition, les échanges ont porté sur la **recherche du compromis politique**, quelques jours après les élections législatives françaises. Celles-ci n'ont pas manqué, en retour, de susciter des interrogations de la part des sénateurs argentins.







La délégation dans l'hémicycle du Sénat de la province de Buenos Aires, à La Plata

³ Située à La Plata, elle ne comprend pas la capitale, Buenos Aires, qui jouit d'un statut de district fédéral.

Moins de 24 heures après son retour en France, la délégation apprenait la **démission de M. Martín GUZMÁN, ministre de l'économie argentin**, du fait de l'instabilité à la fois politique et économique que connaît l'Argentine.

La situation de l'Argentine sera d'autant plus suivie que plusieurs des interlocuteurs

rencontrés, en particulier au sein du Sénat fédéral, ont fait part de leur intention de se rendre en France en 2023. La délégation française s'est dite désireuse de les accueillir durant cette année où la France accueillera la Coupe du monde de Rugby, objet d'autres échanges potentiels entre les deux pays.

Composition de la délégation		
		
M. Victorin LUREL Président du groupe d'amitié Sénateur de Guadeloupe (SER)		
		
M. Michel CANÉVET Vice-président du groupe d'amitié Sénateur du Finistère (UC)	Mme Sabine DREXLER Membre du groupe d'amitié Sénateur du Haut-Rhin (Les Républicains – App.)	Mme Nadège HAVET Présidente déléguée du groupe d'amitié pour le Paraguay Sénatrice du Finistère (RDPI)
Composition du groupe : https://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_978.html		